Le printemps arabe n’est pas une saison

samedi 23 novembre 2019, par ACHCAR Gilbert (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2019).

Plus tôt cette année, lorsque les peuples soudanais et algérien sont descendus dans la rue en masse, la question a été posée si ce que nous voyions était le début d’un « deuxième printemps arabe ». Depuis lors, des révoltes de masse ont éclaté en Égypte. au Liban et en Irak. Vous avez souligné que la terminologie d’un « printemps » arabe était trompeuse au départ, que les révoltes de 2011-13 n’étaient pas un événement saisonnier, mais plutôt le début d’un processus révolutionnaire à long terme. Pourriez-vous expliquer cela ?

Les événements que nous voyons actuellement dans le monde se déroulent à deux niveaux différents. L’une est une crise générale du capitalisme néolibéral, exacerbée par la grande récession de 2008. Elle a déclenché de nombreuses manifestations sociales à travers le monde et provoqué une polarisation politique exprimée par la montée de l’extrême droite et aussi, heureusement, des développements importants de la gauche radicale dans certains pays, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni.

Dans ce cadre mondial, la chaîne d’événements la plus spectaculaire est celle qui a débuté en Tunisie en décembre 2010 et s’est étendue à l’ensemble de la région arabophone en 2011, sous le nom de « Printemps arabe ». Il y avait quelque chose de spécifique à propos de l’onde de choc révolutionnaire dans cette région qui a atteint des proportions très spectaculaires. L’année 2011 a été marquée par des soulèvements majeurs dans six pays de la région, tous les autres ayant connu une très forte augmentation des manifestations sociales. La crise générale du néolibéralisme a révélé dans la région une crise structurelle très profonde liée à la nature spécifique de son système étatique.

Le blocage du développement de la région a été exacerbé par la prévalence d’États patrimoniaux rentiers, « patrimoniaux » dans le sens où ils sont gérés par les familles dirigeantes en tant que propriété privée dans les huit monarchies de la région, ainsi que dans certaines de ses républiques. Le blocage du développement – dont la conséquence la plus frappante est le fait que depuis des décennies la région arabe connaît le taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde – a provoqué une gigantesque explosion de troubles sociaux dans la région, qui ne peut être surmontée que par un changement radical englobant ses structures politiques, sociales et économiques.

L’année 2013 a été marquée par le passage d’une vague révolutionnaire opposée à la vague révolutionnaire opposant le vieux régime à l’offensive en Syrie, en Égypte, en Tunisie, au Yémen et en Libye. À partir de ce moment, l’euphorie de 2011 a laissé place à la morosité. Au moment de l’euphorie, j’ai mis en garde contre l’illusion que la transformation de la région sera rapide et sans heurts.

En effet, les éruptions sociales ont continué à se produire dans les pays les uns après les autres depuis 2013 : la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, l’Irak et le Soudan ont été les plus touchés. Et puis, à partir de décembre 2018 – huit ans exactement après le début de la première vague de soulèvements en 2010 – le mouvement de protestation soudanais est passé au mode de soulèvement, suivi de l’Algérie en février, avec maintenant, depuis octobre, l’Irak atteignant le point d’ébullition

suivi par le Liban. Ce qui se passe actuellement dans la région arabe prouve qu'il s'agit bien d'un processus révolutionnaire à long terme entamé en 2011.

Qu'est-ce qui est commun à toutes ces différentes révoltes ?

Leur point commun est le rejet des régimes politiques tenus responsables de conditions sociales et économiques de plus en plus intolérables. Le chômage des jeunes affecte les jeunes diplômés de manière disproportionnée, caractérisée par un taux d'inscription relativement élevé dans l'enseignement supérieur. Le lien entre ce fait et les soulèvements qui sont principalement des rébellions de jeunes dans lesquelles les jeunes gens instruits jouent un rôle de premier plan est évident. Au-delà de la différence entre les problèmes spécifiques de chaque pays, plusieurs thèmes sont communs à toutes les révoltes régionales : un désir d'égalité sociale – ce que les manifestants appellent la « justice sociale » – et un changement radical des conditions économiques. Ils veulent les moyens de mener une vie digne, à commencer par un travail décent. Un autre thème commun est les libertés politiques et culturelles et la souveraineté du peuple.

Les récentes révoltes au Soudan et en Algérie ont toutes deux enregistré des succès notables : la destitution de leurs dirigeants autoritaires respectifs à long terme et une avancée en faveur de la démocratisation de leurs systèmes politiques. Bien qu'il reste à voir, bien sûr, comment ces victoires à court terme se dérouleront à long terme, ce qu'elles ont accompli jusqu'à présent est remarquable.

Quels sont les défis à venir pour les mouvements dans les deux pays au cours des prochains mois ?

Les soulèvements en Algérie et au Soudan sont les deux événements les plus importants de la deuxième vague du processus révolutionnaire régional. Ils ont des similitudes évidentes, mais ils sont différents sur un point clé : le leadership de la lutte. Cette différence a déterminé des résultats différents, au-delà de la renversement du président, obtenus dans chaque pays. Au Soudan, Omar al-Bashir a présidé une dictature militaire qui travaillait en étroite alliance avec les fondamentalistes islamiques depuis 1989, année du coup d'État dirigé par al-Bashir. En Algérie, l'armée avait coopté en 1999 un civil, Abdelaziz Bouteflika, dans le rôle de président. Dans les deux pays, le soulèvement de masse a poussé l'armée à destituer le président.

Mais ce ne sont pas des victoires exceptionnelles. Des événements similaires se sont produits en Tunisie en 2011, où le président a été démis de ses fonctions par le complexe entre la sécurité et l'armée. En Égypte, un mois plus tard, le président a été démis de ses fonctions par l'armée, à l'instar de ce qui s'est passé récemment au Soudan et en Algérie.

Cependant, les mouvements populaires de ces deux derniers pays ont tiré les leçons des événements égyptiens. Les Soudanais et les Algériens ont évité le piège dans lequel les Égyptiens étaient tombés lorsqu'ils avaient acheté des illusions sur les intentions démocratiques de l'armée. Lorsque l'armée égyptienne a destitué Hosni Moubarak du pouvoir en février 2011, puis de nouveau en juillet 2013, son successeur, Mohamed Morsi, a été accueilli favorablement par les masses convaincues que l'armée allait instaurer la démocratie.

Les masses soudanaises et algériennes ne se faisaient pas de telles illusions. Dans les deux pays, les soulèvements ont continué à défier l'armée. Ils ont compris que l'armée, en destituant le président, ne cherchait qu'à préserver son pouvoir dictatorial.

Mais la principale différence entre les deux mouvements – une différence extrêmement importante en fait – est qu'il n'y a pas de leadership reconnu du mouvement de masse en Algérie, alors qu'il en

existe très clairement un au Soudan. En Algérie, le commandement de l'armée se comporte comme s'il pouvait ignorer le mouvement populaire. Ils ont fixé une date pour une nouvelle élection présidentielle en décembre, même si le mouvement de masse le rejette sans ambiguïté. Les militaires montrent néanmoins leur détermination à tenir les élections, mais il n'est pas certain qu'ils y parviendront. Cependant, il n'y a pas de contre-demande représentative sur la table : aucun groupe de personnes ne peut parler au nom du mouvement de masse.

Au Soudan, en revanche, la force motrice du mouvement est la Sudanese Professionals Association (SPA), qui a été créée en 2016 en tant que réseau clandestin d'associations d'enseignants, de journalistes, de médecins, d'avocats et d'autres professions. La SPA a été décisive pour jeter les bases de ce qui a finalement conduit au soulèvement populaire. Ils ont ensuite convoqué une coalition de forces comprenant, avec leur association, des groupes féministes, quelques partis politiques et certains groupes armés menant des luttes ethniques contre le régime. Cette coalition est devenue la direction reconnue du soulèvement et l'armée n'a pas eu d'autre choix que de négocier avec eux.

Après des mois de lutte, y compris des épisodes tragiques, lorsqu'une partie de l'armée a tenté de réprimer le mouvement dans le sang, les deux parties sont parvenues à un compromis, qui ne peut être que provisoire. J'ai décrit la situation comme une situation de double pouvoir – ils ont formé un organe directeur dans lequel les deux pouvoirs opposés sont représentés : l'armée et le mouvement populaire. Il est difficile de dire combien de temps ils vont coexister, mais ce qui est certain, c'est qu'ils ne peuvent pas coexister pour toujours. L'un des deux finira par l'emporter de manière décisive sur l'autre.

Néanmoins, le mouvement au Soudan a déjà beaucoup plus progressé et va bien au-delà de ce qui a été réalisé en Algérie, où les forces armées ignorent ou prétendent ignorer le mouvement populaire. L'organisation sociale de base que la SPA a été rejointe par des syndicats indépendants qui se sont multipliés dans divers secteurs jusqu'à ce qu'elle finisse par organiser la majeure partie de la classe ouvrière du pays. Ce type de leadership, ce réseau coordonné de syndicats et d'associations, est le type de leadership le plus avancé qui ait vu le jour dans la région depuis 2011. Ce modèle est devenu un modèle : en Irak et au Liban, des efforts continus sont déployés pour organiser par le modèle soudanais.

En ce qui concerne l'Égypte, quelle est la différence entre 2011 et 2019 ? Et pourquoi les peuples soudanais et algérien ont-ils réussi à occuper les rues alors que leurs frères et soeurs égyptiens ont échoué ? Qu'est-ce qui est différent en Egypte cette fois-ci ?

En 2012, les Frères musulmans sont arrivés au pouvoir avec l'élection de Mohamed Morsi à la présidence. Un an plus tard, dans le contexte d'une gigantesque mobilisation populaire contre son pouvoir, Morsi se laissa renverser par l'armée, renouant avec une illusion populaire sur l'armée en tant que force de changement progressif. Les illusions étaient encore plus fortes cette fois, à cause de la grande frayeur créée par le comportement des Frères Musulmans au pouvoir. Cela a finalement abouti à l'élection de Abdel Fattah el-Sisi à la présidence en 2014, suscitant de grandes attentes de la part de la population. Il s'est rapidement avéré bien pire que ses prédécesseurs.

Sisi a créé le régime le plus répressif que l'Égypte ait connu depuis des décennies : un régime néolibéral dictatorial qui a mis en œuvre de manière brutale toutes les recommandations d'austérité du FMI, entraînant un appauvrissement massif et une inflation énorme. Les prix des denrées alimentaires, des denrées de base, du carburant, des transports – tous des besoins de base – ont considérablement augmenté. Normalement, les gens seraient descendus dans la rue en grand nombre pour demander l'abrogation de ces mesures, mais ils ont été dissuadés par le contexte répressif.

Depuis la répression sanglante des Frères musulmans qui a suivi le deuxième coup d'État de 2013, un climat de terreur s'est abattu sur l'Égypte. Ajoutez à cela le fait que la population ne voit pas d'alternative au régime à l'heure actuelle. C'est une partie cruciale du problème en effet. Et cela nous ramène à la question des alternatives populaires représentées par des groupes, des organisations et des associations – le problème du leadership. Les récentes tentatives de mobilisation contre Sissi en septembre ont été significatives, mais elles n'ont pas atteint le niveau requis pour renverser un gouvernement dictatorial. Il faudrait au moins quelque chose d'ampleur par rapport à ce qui s'est passé en 2011.

Les récentes manifestations ont été déclenchées par un jeune entrepreneur qui avait l'habitude de faire affaire avec l'armée, y compris l'entourage de Sisi. Pour une raison quelconque, il s'est aliéné d'eux et s'est réfugié en Espagne, où il a lancé un appel au soulèvement par le biais des médias sociaux. Cela n'a pas suffi à créer l'énorme mobilisation populaire nécessaire pour se débarrasser de Sisi.

Un autre facteur de faiblesse est l'héritage créé par les erreurs massives de la gauche égyptienne, dont la plupart ont soutenu le coup d'État de 2013, contribuant ainsi à nourrir des illusions sur l'armée et à se discréditer. L'Égypte aura besoin de quelque chose comme ce que nous avons vu au Soudan ; c'est-à-dire la formation d'un réseau de base capable de mobiliser la population et de lui offrir une alternative. Un mouvement de masse suffisamment puissant pour faire tomber Sisi ne sera créé que si quelque chose de ce genre se dégage

Au Liban, quelle est la pertinence des manifestations actuelles ?

En 2005, vous avez eu une énorme mobilisation contre la domination syrienne du pays et la présence de troupes syriennes, qui ont pris des dimensions plus impressionnantes dans la capitale Beyrouth. Mais à cette époque, le pays était divisé selon des lignes sectaires : une contre-mobilisation de masse, à majorité de chiites, avait eu lieu pour soutenir le régime syrien. Cette fois, ce qui a le plus impressionné dans le mouvement, c'est qu'il s'est répandu dans tout le pays. C'est la première fois, en effet, qu'un soulèvement ne se limite pas à une partie ou à une moitié du pays. L'ensemble du pays est impliqué : toutes les régions et – plus important encore, étant donné la nature sectaire du système politique libanais – des personnes appartenant à toutes les sectes religieuses. C'est extrêmement important.

Le sectarisme est l'outil clé par lequel la classe dirigeante du Liban a traditionnellement contrôlé la société et empêché la montée des luttes sociales. Les vagues précédentes de lutte sociale ont été étouffées dans l'œuf en attisant les divisions sectaires. Ce qui est le plus important dans le mouvement en cours et qui permet de créer une solidarité horizontale, c'est qu'il se soulève contre des politiques néolibérales très rudimentaires dans un pays caractérisé par de très hauts niveaux de corruption et d'inégalité sociale. La population en a tout simplement marre de tout cela.

Le mouvement englobe divers groupes sociaux : les pauvres, les chômeurs, les travailleurs et la classe moyenne. L'Etat libanais a été si profondément dysfonctionnel au fil des ans que même les gens de la classe moyenne en ont assez du système au pouvoir, ils veulent tous que cela change. Contre cela, il y a eu des tentatives pour contrer la mobilisation sociale avec une mobilisation sectaire. Le Hezbollah, qui fait partie de la coalition gouvernementale libanaise, est le principal responsable de ces efforts. Il s'est présenté comme une force réactionnaire de premier plan, menaçant les manifestants et défendant les structures de pouvoir existantes.

Que le soulèvement ait réussi à obtenir la démission du Premier ministre dans ce contexte a été perçu comme une victoire essentielle. Mais ce n'est qu'un premier pas ; ils demandent que l'organisation de nouvelles élections soit préparée par un gouvernement qui n'est pas une autre

coalition de partis politiques parlementaires, mais par ce qu'ils appellent un « gouvernement d'experts ». Cependant, au Liban, comme en Algérie, il n'y a pas encore une direction reconnue du mouvement, qui a commencé comme un soulèvement spontané. Des étapes importantes ont été franchies dans le sens de l'organisation au cours des derniers jours, inspirées par l'expérience soudanaise.

Un leadership est nécessaire – non pas dans le sens d'un leader charismatique ou d'un « parti d'avant-garde », mais dans le sens d'un réseau d'organisations de base capables de coordonner et d'orienter le mouvement pour réaliser ses aspirations. De ce point de vue, je ne prévois aucun changement radical au Liban prochainement. Le meilleur que j'espère, à ce stade encore initial, est que ce premier soulèvement de masse à l'échelle nationale aboutisse à la mise en place de structures organisationnelles capables de jouer un rôle moteur dans une future vague de lutte populaire aux objectifs clairs et radicaux.

En Irak, les milices soutenues par l'Iran sont responsables de la plupart des meurtres. Pourquoi l'Iran tient-il à réprimer les mouvements de protestation en Irak et au Liban, et comment voyez-vous cela se développer ?

L'Iran est un gouvernement théocratique – le seul État théocratique au monde si l'on laisse le Vatican de côté. C'est un gouvernement clérical, une sorte de régime qui ne peut être que profondément réactionnaire. Le fait que ce gouvernement soit opposé aux États-Unis et à Israël ne signifie pas pour autant qu'il est progressiste, comme certains le supposent à tort en appliquant la règle très erronée selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Si vous êtes vraiment progressiste, Le régime iranien ne peut pas être votre ami même s'il est en contradiction avec Israël et l'impérialisme américain.

Le régime iranien n'est pas motivé par l'anti-impérialisme. en fait, ils n'utilisent même pas ce terme. Ils se réfèrent aux États-Unis avec une expression religieuse – « le grand Satan ». Le régime a son propre programme expansionniste et étend son influence à travers la mise en place de forces paramilitaires sectaires dans les pays voisins, l'Irak, la Syrie et le Liban, ainsi qu'au Yémen. le manque de continuité territoriale entre l'Iran et ce pays.

En étendant son influence par de tels moyens. En Syrie, l'Iran et ses mandataires régionaux ont joué un rôle crucial en permettant au régime syrien de transformer le soulèvement en une guerre civile et de vaincre cette guerre avec son aide et celui de la Russie. Il s'agissait d'une intervention contre-révolutionnaire flagrante que ceux qui la soutiennent tentent de décrire dans le cadre d'une conception stratégique anti-Israël et anti-américaine. Mais ce n'est pas vrai : ni Israël ni les États-Unis ne souhaitaient le renversement du régime syrien. Obama a appelé à un compromis entre le régime et l'opposition, le président se retirant pour rendre cela possible.

Le caractère contre-révolutionnaire du régime iranien est également évident dans la manière dont il a réprimé les manifestations de masse en Iran même. Une grande vague de manifestations en 2009 a été brutalement réprimée. il a été suivi de grandes manifestations sociales en 2018 et début 2019, qui ont été réprimées de la même manière. De même, le régime iranien, à travers les forces paramilitaires qui lui sont liées, s'est engagé dans la répression du soulèvement du peuple irakien. L'Iran fait donc définitivement partie de la contre-révolution régionale. Avec le royaume saoudien, ils constituent deux pôles contre-révolutionnaires rivaux au niveau régional, tout comme la Russie et les États-Unis au niveau mondial.

Le caractère anti-iranien du soulèvement en Irak est beaucoup plus prononcé qu'au Liban, où l'ingérence directe de l'Iran est moins importante, est l'une des raisons de la répression plus sévère en Irak, où un grand nombre de personnes ont déjà été tuées. D'autre part, les manifestants tiennent

beaucoup à s’en tenir à des formes de protestation non violentes, en particulier au Liban, où le mouvement ressemble à celui de l’Algérie et du Soudan. C’est parce qu’ils savent que s’ils tombent dans le piège et permettent une escalade de la violence, les forces réactionnaires auront l’occasion de réprimer le mouvement et de l’empêcher de continuer.

Gilbert Achcar

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Gilbert Achcar, ROAR, 13 novembre 2019

http://alter.quebec/le-printemps-arabe-nest-pas-une-saison

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d’esquisser des chemins que pourrait emprunter l’altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l’altermondialisme et de l’internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste gmail.com